

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 401

Artikel: IBM à Berne
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018610>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rentiers AVS et cotisants

On l'a dit et répété, l'une des composantes les plus importantes de l'évolution de l'AVS est — aujourd'hui déjà — certainement la composante démographique. On voit ainsi que le rapport qui s'établit, selon les normes démographiques admises jusqu'ici, entre le nombre des rentiers et celui des hommes âgés de 20 à 65 ans et des femmes âgées de 20 à 62 ans, ce rapport évolue, « grosso modo », de la façon suivante :

- 1975 : 1 rentier pour 3,58 cotisants
- 2000 : 1 rentier pour 3,24 cotisants
- 2010 : 1 rentier pour 2,76 cotisants
- 2020 : 1 rentier pour 2,24 cotisants
- 2030 : 1 rentier pour 1,84 cotisants.

Si l'on s'en tient aux chiffres publiés par le Conseil fédéral à l'occasion du débat sur la neuvième révision de l'AVS, l'évolution du nombre des bénéficiaires et des cotisants AVS pour ces vingt à trente prochaines années est celle indiquée dans le tableau ci-contre (effectifs en milliers).

Le vingt et unième siècle sera marqué, on doit l'admettre, par un phénomène déjà prévisible : la stabilisation de la population résidente se traduira par une forte augmentation de la proportion de rentiers; on l'évalue dans un ordre de grandeur de 1 : 2 pour les hommes et même de 2 : 3 pour les femmes.

Années civiles	Cotisants			Bénéficiaires de rentes ¹		
	Population de base	Travailleurs étrangers	Effectif total ²	Population de base	Travailleurs étrangers	Effectif total ²
1948	1928	180	2108	221	—	221
1960	2308	355	2688	596	3	617
1968	2488	589	3102	704	12	737
1975	2727	416	3181	781	19	823
1978	2827	345	3210	811	23	860
1980	2887	317	3242	825	25	877
1985	3026	244	3308	860	32	923
1990	3060	244	3342	899	43	974
1995	3045	244	3327	949	60	1042
2000	3019	244	3301	990	81	1104

¹ Chiffres convertis en rentes complètes annuelles.

² Y compris les ressortissants suisses résidant à l'étranger.

IBM à Berne

« Il s'avère que l'administration fédérale utilise de façon prépondérante du matériel IBM, en particulier dans les quatre grands centres de calculs. L'administration fédérale poursuit-elle une politique concertée pour l'achat et la location de matériel et logiciel informatiques ? En particulier, le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'il serait judicieux d'avoir recours systématiquement à un appel d'offres concurrentielles pour toute acquisition ou location d'une certaine importance ? ». Une petite question du conseiller aux Etats socialiste vaudois Jacques Morier-Genoud (15 mars dernier), mais un enjeu d'une importance évidente, tant sur le plan technique que sur celui des pra-

tiques commerciales de la Confédération. On attend avec intérêt la réponse des spécialistes mandatés par la Confédération pour traiter du problème. Inutile de préjuger de leur démonstration d'indépendance ! Tentons plutôt de fixer dès maintenant un certain nombre de points de repères en la matière...

Le virage de 1975

Revenons en 1975 ! Une mauvaise année pour tout le monde. Et pourtant International Business Machine, plus connu sous le nom de IBM, annonçait, pour un chiffre d'affaires de 14,4 milliards de dollars, un bénéfice de deux milliards, soit une amélioration de deux cents millions par rapport

à l'année précédente. A ce moment-là, IBM contrôlait plus de la moitié (55 %) du marché mondial des ordinateurs¹.

Cette année avait marqué un tournant de plus dans le monde sans pitié de l'informatique. Et la position d'IBM, pourtant assignée en justice pour un procès antitrust dont l'instruction avait duré six ans, était ressortie plus forte que jamais de l'épreuve : ses concurrents avaient, l'un après l'autre jeté l'éponge. Le groupe américain Xerox, pourtant renommé pour la qualité de ses performances, tant industrielles que commerciales, renonçait à s'imposer sur le marché après des tentatives infructueuses qui lui avaient coûté 85 millions de dollars. Philips lui, abandonnait les gros ordinateurs pour se spécialiser dans les petites machines de bureau; cet échec était la suite logique de la fin sans gloire de l'unique tentative européenne de quelque envergure dans ce domaine, Unidata, association de Philips, du géant allemand Siemens et de la très française Compagnie internationale pour l'informatique, CII, tentative définitivement compromise par la décision des autorités françaises de permettre la fusion de la CII avec la société américaine Honeywell-Bull. Aux Etats-Unis, Singer (machines à coudre), allait aussi se retirer de la course au tout début de l'année suivante. Et ces désistements faisaient suite à ceux de General Electric en 1970 et de RCA en 1971...

Sans aucun doute l'emprise de l'IBM ne pouvait que sortir plus importante de cette série d'abandons. Mais, dans sa foulée, c'est bien sûr le continent nord-américain qui affermissait ses positions : Univac, qui avait déjà pris la relève de RCA, annexait, toujours en 1975, le groupe suédois Saab-Scania, contraint à cette manœuvre pour parvenir à lancer sur le marché ses dernières créations en fait d'ordinateurs; de son côté, Honeywell, qui avait racheté le secteur informatique de General Electric, s'imposait comme l'on sait à

¹ Voir « *Economia* » numéro 20 qui dresse un bilan détaillé du marché des ordinateurs, bilan dont nous nous inspirons largement dans le présent article.

la Compagnie internationale pour l'informatique, et acquérait les dépouilles de Xerox.

Il est intéressant de constater qu'une fois de plus ces empires américains de l'industrie privée doivent, pour une bonne part, leur démarrage à l'intervention bien comprise du secteur public aux Etats-Unis (par l'intermédiaire de l'armée, tout d'abord, et de l'administration). Aux tout débuts de l'informatique, vers 1953, plus de la moitié des commandes mondiales d'ordinateurs provenaient des administrations américaines; dix ans plus tard, cette proportion était encore d'un tiers, les entreprises américaines étant normalement privilégiées pour l'attribution de ces travaux qui allaient prendre une dimension fabuleuse avec l'aventure des programmes spatiaux de la NASA.

La résistance anglaise et japonaise

Le retard des éventuels concurrents de IBM and Co. était donc, inévitablement, considérable. Et pourtant, dès 1968 le gouvernement anglais tentait de remonter le courant en subventionnant largement le constructeur International Computer Limited, ICL, qui doit à ses bases britanniques d'avoir pu tenir tête, dans une certaine mesure aux Américains. Le Japon, lui aussi tentait, dès les années soixante, de développer une industrie nationale de l'informatique, cela en utilisant la méthode classique de la fabrication sous licence étrangère; aujourd'hui, les constructeurs japonais, fédérés en deux groupes, l'un autour de Fujitsu, l'autre autour de Nippon Electric, guettent le moment de faire une percée significative hors de leurs frontières, et avec leurs propres produits.

La tactique soviétique

Restent les ordinateurs construits dans l'Est européen.

Là, on admet que la volonté marquée par l'Union soviétique de lancer une production nationale d'ordinateurs a provoqué, jusqu'ici, un certain retard, par rapport aux pays liés aux Etats-Unis,

de la campagne d'« informatisation »; dès 1969 pourtant, une commission intergouvernementale de l'informatique (regroupant l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est) lançait un programme de fabrication d'ordinateurs (Ryad) dont les retombées, au moins à ce que l'on sait, ont été importantes, tant en Hongrie, en Allemagne de l'Est, qu'en Bulgarie ou en URSS même. Néanmoins, des producteurs occidentaux ont été autorisés à prendre pied, commercialement s'entend, au-delà du « rideau de fer »: IBM, Siemens, General Electric en Allemagne de l'Est, IBM et les Japonais de Fujitsu en Bulgarie, ICL, Control Data, Honeywell Bull et CII en Union soviétique, ICL, IBM, Univac, General Electric et Siemens en Tchécoslovaquie par exemple. Cette pénétration reste évidemment liée non seulement à des questions budgétaires, mais aussi à l'évolution des contraintes pesant sur l'exportation de technologies dites avancées.

A travers cet aperçu rapide du marché mondial des ordinateurs, on conçoit que la lutte soit sévère entre des géants industriels pour l'attribution de commandes portant souvent sur des millions de francs. Raison de plus pour que le Conseil fédéral précise clairement ses critères de choix et la façon dont il fait ses offres !

Les visages de la dépendance

Mais la question du socialiste vaudois prend également tout son sens, lorsqu'on sort du marché des ordinateurs proprement dits, pour aborder les « à-côtés » de l'opération : car il s'agit ici de tenir compte également des composants électroniques, des matériels « périphériques », et du « logiciel » ou « logiciel », la matière grise nécessaire pour faire fonctionner les appareils... Alors seulement, on pourra parler valablement d'indépendance ou de dépendance !

Prenons le cas, symptomatique, des composants. Là, tant les Japonais que les Européens restent tributaires des fabricants américains, qui ont nom Texas Instrument, National Semi-Conductor ou

Fairchild, pour ne citer que ceux-là (les Soviétiques eux-mêmes s'approvisionnent en semi-conducteurs aux Etats-Unis). Et la tendance s'accroît encore avec le tournant irréversible vers la miniaturisation, vers les circuits intégrés dont la fabrication en grandes séries est aujourd'hui le quasi-monopole des producteurs d'outre-Atlantique.

Mêmes rapports de forces dans les « périphériques ». Les mémoires magnétiques, les cartes perforées, les systèmes d'impression, bref ce qui permet de stocker l'information, de la « faire entrer et sortir » de l'ordinateur, sont en gros l'apanage des fournisseurs américains, même si se profilent ici et là à l'horizon des plans nationaux de développement qui permettraient à certains pays de prendre pied dans ce secteur (périphériques et terminaux pourraient représenter près du 33 % des ventes de matériel dans moins de dix ans).

L'impasse du logiciel

Mais c'est certainement dans le « logiciel » (voir plus haut) que l'impasse est la plus manifeste. Former des spécialistes est une entreprise moins voyante que de construire des usines ! Et pourtant le coût du logiciel, et partant son importance dans le domaine de l'informatique, ne cesse de croître : près de 20 % du prix de revient d'une installation d'informatique dans les années soixante; 30 à 35 % dans la décennie suivante et près de 50 % dans les années quatre-vingts !

C'est dire que l'« indépendance nationale » passera de plus en plus par la capacité de faire fonctionner les ordinateurs et de moins en moins par celle de les construire... L'interpellation de Jacques Morier-Genoud, si elle contribue à révéler, dans ce secteur aussi, la toute-puissance de tel ou tel constructeur américain, amènera-t-elle à réviser notre politique de formation des spécialistes en la matière ? Il y a là un pari que la Suisse est à même de tenir.